

Entretien avec Annie Lacroix-Riz, historienne française

«Nous sommes entrés dans une phase de guerres impérialistes continues» (I)

→ Annie Lacroix-Riz (née en 1947) est une historienne française, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Paris VII - Denis Diderot, ancienne élève de l'École normale supérieure de Sèvres, agrégée d'histoire, docteur ès lettres, spécialiste des relations internationales dans la première moitié du XX^e siècle et de la collaboration. Ses travaux portent sur l'histoire politique, économique et sociale de la III^e République, de Vichy et de l'après Seconde Guerre mondiale, la politique extérieure du Vatican depuis la fin du XIX^e siècle, les relations Europe-États-Unis au XX^e siècle, et la stratégie des élites politiques et économiques françaises avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Elle est également connue pour son engagement communiste, et membre du PRCF.

La Nouvelle République : La crise économique actuelle nous renvoie à une page sombre de l'histoire de l'humanité, en l'occurrence les années '30, sauf que l'on remarque aujourd'hui l'absence flagrante de forces d'encadrement de la classe ouvrière. Pouvez-vous nous expliquer cet état de fait ?

Annie Lacroix-Riz : Pour expliquer cet état de fait, il faut revenir au moins autant à la première crise systémique du capitalisme qu'à la deuxième, c'est-à-dire autant, sinon plus, à la très longue crise de 1873 qui a débouché sur la Première Guerre mondiale et qui a duré plus de quarante ans. Elle a certes des caractéristiques communes avec celle des années 1930, encore plus grave, mais, à la différence de cette dernière, elle a été très longue, à cette date aussi longue que la nôtre. Que signifie une crise très longue ? C'est une crise qui, réglée de manière drastique, c'est à dire se traduisant par des baisses considérables de salaire, se déroule sans que le patronat soit confronté à une situation sociopolitique intenable. Le fait que ça n'explode pas démontre que le patronat a, par une stratégie habile, réussi à la fois à casser les salaires et à le faire globalement accepter par ses victimes. Cela nous ramène évidemment à la manière dont les crises se règlent à la phase impérialiste. A la veille de la Première Guerre mondiale, où l'on distinguait déjà de fait entre le «centre» (impérialiste) et la «périphérie» (colonisée), Lénine a montré que le patronat avait pu corrompre ce qu'il appelait «l'aristocratie ouvrière» : sur la base d'une exploitation coloniale extrêmement violente, plus violente encore que celle qui résultait de la baisse drastique des salaires ouvriers du «centre», il était possible de dégager des miettes pour l'aristocratie ouvrière, c'est à dire les cadres du mouvement ouvrier. Ceux-ci s'étaient recrutés dans la catégorie des ouvriers qualifiés, syndiqués les premiers, et par conséquent au cours de cette crise pendant laquelle la baisse drastique avait été, malgré des révoltes ici ou là, globalement supportée, le patronat le plus concentré s'était trouvé en mesure de régler momentanément la crise en maintenant voire en

augmentant son profit sans provoquer d'explosion sociale. Par exemple, en Italie qui connaissait une situation sociale explosive, la crise sociale majeure fut esquivée par une émigration massive (jusqu'au million de départs annuels), comme l'ont montré un certain nombre d'historiens, dont Vera Zamagni, c'était la fuite, l'émigration ou la révolution (Vera Zamagni, Dalla periferia al centro: la seconda rinascita economica dell'Italia 1861-1981, Bologna, Il Mulino, 1990). Cela n'a donc pas été la révolution mais l'émigration : des millions d'Italiens privés de terres ont fui, ce qui a constitué par conséquent un moyen de maintenir les miettes pour l'aristocratie ouvrière. Bref, nous sommes, à la veille de 1914, dans une situation où, depuis vingt ans, et alors que la crise dure depuis quarante ans, le patronat concentré a pu obtenir un compromis social et politique. Il l'a contracté avec une fraction des couches supérieures de la classe ouvrière et des salariés, et ces représentants de la classe ouvrière et des salariés, à l'époque essentiellement de la classe ouvrière, ont été en mesure de convaincre leurs mandants de supporter la crise. Ce compromis clandestin a servi de toile de fond avant 1914, à la naissance et au développement de ce que l'on a appelé le «réformisme» au sein des partis «sociaux démocrates» (terme qui, à l'origine, ne désignait pas un courant non révolutionnaire ou réformiste : «social démocrate» avait été le nom initial du parti qui se voulait révolutionnaire, par exemple en Allemagne, ou encore en Russie où le parti s'appelait au début «parti ouvrier social démocrate»). C'est dans les vingt dernières années qui séparent la phase tardive de la crise de 1873 du déclenchement de la Première Guerre mondiale que se dessine une forme d'acceptation très semblable à ce qui s'est produit au cours de la présente crise systématique. C'est ce qui a conduit les éléments révolutionnaires, en particulier Lénine, à dresser l'acte de décès du mouvement ouvrier international, puisque la Seconde Internationale, fondée en 1889, s'est écroulée dans le fiasco du consentement donné, avec enthousiasme,



par ses éléments nationaux constitutifs à la guerre impérialiste de 1914. C'est ce qui l'amène à dénoncer, en termes extrêmement sévères depuis l'été 1914, la Seconde Internationale, à proclamer son décès et à lui réclamer un successeur : les partis dont elle est l'émanation doivent également être totalement transformés si la classe ouvrière veut mener à bien sa tâche révolutionnaire, estime Lénine. Ce double mot d'ordre se dessine clairement depuis sa participation à la conférence de Zimmerwald (5-8 septembre 1915). La création d'une III^e Internationale, Internationale révolutionnaire, ne devient possible (en mai 1919) qu'après la prise du pouvoir par les Bolcheviks (novembre 1917). Donc quand on compare ce que vous appelez l'absence flagrante de forces d'encadrement de la classe ouvrière d'aujourd'hui à celle de 1914, on observe que la présente et très durable troisième crise systémique du capitalisme parvenu à sa phase impérialiste nous fait renouer, du point de vue de la structure du mouvement ouvrier international, avec ce qui s'est passé entre les années 1890 et 1914. La deuxième crise systémique, celle des années 1930, plus grave encore que la précédente, entraîne une crise sociale d'une profondeur d'autant plus périlleuse à terme que l'URSS connaît simultanément un taux de développement exceptionnel. Dans cer-

tains cas, la résistance de la classe ouvrière débouche sur des mouvements sociaux – notamment en Belgique, et plus encore en France – et rend plus délicat et précaire l'usage patronal de l'aristocratie ouvrière. La gravité et la violence de la crise imposent d'ouvrir les marchés par la voie militaire encore plus rapidement que la première fois, d'autant plus que, si faible qu'il demeure, le mouvement ouvrier s'est renforcé. L'État prolétarien, auquel tous les pays impérialistes tentent de régler son compte depuis 1918, apporte au surplus une aide considérable (dimension financière incluse) aux mouvements révolutionnaires qu'il a aidés à se reconstituer partout. Mais, même dans les pays où, à la fin des années 1930, s'est sérieusement renforcé le mouvement communiste – cas minoritaire, la phase précédant le déclenchement de la guerre permet aux classes dirigeantes de le paralyser. En France, il y a une fraction du mouvement ouvrier correspondant à «l'aristocratie ouvrière» dont parle Lénine, la SFIO ; le jeune Parti communiste a certes fortement progressé sur le court terme (1934-1937) mais il n'est pas assez puissant pour parer aux divisions de la classe ouvrière. L'alliance entre le patronat, l'État et l'aristocratie ouvrière sous sa forme politique de SFIO et sous sa forme syndicale de CGT de Jouhaux, permet la mise hors la loi et l'arrestation des militants révolu-

tionnaires : complètement neutralisés de 1939 à 1940, ils sont momentanément aussi impuissants que les rarissimes révolutionnaires de 1914, comme je l'ai montré dans De Munich à Vichy. Finalement, même dans la crise de 1930 où la configuration n'était pas entièrement la même, parce que, au moins dans certains pays, un mouvement révolutionnaire s'était reconstitué, on aboutit à la veille de la nouvelle guerre générale à une configuration assez semblable à celle de 1914 : sur le court ou sur le moyen terme, la crise systémique affaiblit considérablement la classe ouvrière et les salariés, et aboutit à leur quasi-paralyse. Elle n'a pas plus abouti à une révolution générale que la précédente, à l'époque où l'impérialisme a absolument besoin de la guerre générale pour réaliser un nouveau partage du monde.

Mais les capacités de reconstitution du mouvement ouvrier ont été au cours de la Première Guerre mondiale extrêmement rapides. En 1914 règne une paralysie totale, y compris en Russie d'ailleurs, mais la guerre débouche sur une révolution sociale dans les trois ans. La situation objective a été en Russie remarquablement utilisée par le mouvement révolutionnaire, extrêmement minoritaire jusqu'à l'été 1917. La «crise générale de l'impérialisme» dont parle Lénine et la guerre consécutive débouchent sur ce premier État ouvrier, c'est à dire la première rupture avec la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Actuellement, l'impérialisme, comme avant 1914, est confronté à une crise extrêmement grave, extrêmement longue, qui dure d'autant plus longtemps qu'il a trouvé des parades très efficaces à la baisse du taux de profit. Il a pu brutalement accroître ses sphères d'exploitation, y compris par la liquidation de la propriété publique en Union soviétique et dans ce qu'on appelait la sphère d'influence soviétique. Sans parler de l'aggravation extrême de l'exploitation du travail salarié tant au centre qu'à la périphérie de la sphère impérialiste traditionnelle (celle d'avant la chute de l'URSS), dans le cadre d'une intensification de la mondialisation du capital. Je dis bien intensification, seulement, car il suffit de lire l'impérialisme, stade suprême du capitalisme de Lénine (cf. infra) pour comprendre que la mondialisation du capital date de plus d'un siècle. Ainsi, mieux encore que dans les années 1930, les fractions monopolistes du capital ont-elles pu maintenir voire augmenter considérablement leur profit depuis ces quarante ans.

Bref, la conjoncture est aussi noire qu'en 1914. Mais ce qui s'est passé en 1917 autorise les plus grandes espérances.